

Editorial

Liebe Leserin

In diesem Rundbrief stehen nochmals die Migrantinnen im Mittelpunkt – allerdings geht es diesmal um das Bild, das die Politik von den Migrantinnen hat. Wir berichten von unserer Jahrestagung, an der wir Hearings mit Politikerinnen zu ihren Migrationspapieren durchgeführt haben. Dabei sahen wir, welche unterschiedlichen Vorstellungen von Migrantinnen und vom Zusammenleben zwischen Migrantinnen und Schweizerinnen existieren, ein Punkt, den auch Marina Richter in ihrem Fazit an der Tagung aufgegriffen hat. Beatriz Paiva, eine Migrationsfachfrau, die selber in die Schweiz migriert ist, weist in ihrem Artikel auf Punkte hin, die die Migrations- und Integrationspolitik berücksichtigen müsste.

Weiter geht es um die Situation einer kleinen Gruppe von Migrantinnen, die jedoch unter besonders prekären Bedingungen leben: Frauen, die von Frauenhandel betroffen sind. Bereits in diesem Jahr haben diverse Frauenverbände Frauen unter dem Thema «Zivilcourage» dazu aufgerufen, Frauenhandel nicht einfach hinzunehmen. Und im nächsten Jahr startet die Kampagne Euro 08, die ebenfalls über das Thema Frauenhandel informieren will und einen besseren Opferschutz fordert.

Schliesslich eine wichtige Ankündigung: Der 3. CEDAW-Staatenbericht sollte im November vom Bundesrat verabschiedet werden. Mit Hilfe unserer Mitglieder wollen wir einen Alternativbericht erstellen, der dem CEDAW-Ausschuss übergeben wird.

Und zur Erinnerung: Am 21. Oktober 2007 sind die National- und Ständeratswahlen, eine Möglichkeit, endlich den Anteil der Frauen in der Politik zu erhöhen.

Viel Vergnügen bei der Lektüre

Marie-Christine Fontana

Chère lectrice

Dans cette circulaire, les femmes migrantes sont à nouveau au centre de notre attention, mais cette fois-ci, nous nous intéressons à l'image que la politique a des femmes migrantes. Nous revenons sur notre congrès annuel lors duquel nous avons procédé à des hearings des politiciennes concernant les prises de positions au sujet de la migration et de l'intégration. Nous avons vu que les partis politiques ont des idées assez différentes sur les femmes migrantes et leur vie en Suisse; cet aspect était aussi discuté par Marina Richter lors de sa conclusion du congrès. Beatriz Paiva, une experte de migration et elle-même migrante, nous montre, dans son article, quelques points qui devraient être pris en considération dans la politique de la migration.

La deuxième thématique de la circulaire ne concerne qu'un petit groupe de femmes migrantes, dont la situation est, par contre, particulièrement précaire : des femmes victimes de la traite des femmes. Déjà au cours de l'année plusieurs organisations féminines ont appelé, sous le thème du «courage civique», à s'opposer à la traite des femmes. De plus, l'année prochaine, la campagne Euro 08 va également informer sur cette thématique et va demander une meilleure protection pour les victimes.

Finalement, une annonce importante : le troisième rapport CEDAW devrait être adopté par le Conseil Fédéral en novembre. Avec la participation de nos membres, nous allons écrire un rapport alternatif, que nous transmettrons au comité CEDAW. Et un rappel : le 21 octobre 2007, les élections nationales se dérouleront, et c'est enfin une chance d'augmenter la représentation des femmes en politique !

Bonne lecture !

Marie-Christine Fontana

Vorankündigung :

Nächste **Jahrestagung**

der NGO-Koordination post Beijing:

Samstag, **19.4.2008**, in Bern

Annonce préliminaire :

Le prochain **congrès annuel**

de la coordination ONG après Pékin se déroulera samedi, le **19.4.2008**, à Berne.

Le 1er août au Grütli et les petits moutons noirs !

Je suis une des privilégiées qui a pu participer à la Fête nationale au Grütli. C'était magnifique: Le trajet en bateau, les nombreuses rencontres, le beau temps, tous les ingrédients d'une réussite étaient réunis.

Sur cette prairie mythique, en face des deux Mythen, où d'habitude paissent de paisibles vaches, une foule multiple a pu participer au 716e anniversaire de la Confédération. Les femmes ne sont pas égoïstes, elles ont pris enfants et mari avec elles. La fête a été digne et chaleureuse !

Merci à ces trois femmes – et aux autres – grâce à elles et à leur ténacité, à leur courage, à leur authenticité, la fête du 1er août a retrouvé ses racines. Merci pour leurs messages beaucoup plus large que les simples paroles (p.ex.: le costume de Christine Egerszegi-Obrist).

Les moutons noirs étaient là – ceux avec les pétards

mouillés, bien sûr – mais les autres aussi. Colette, de Femmes pour la Paix, récoltait des signatures pour un Bosniaque menacé d'expulsion. Ce jeune homme, orphelin, a suivi sa scolarité obligatoire en Suisse. Mais, au lieu de pouvoir suivre une formation qui ferait de lui un bon citoyen on l'oblige à retourner dans son pays d'origine où il n'a plus de famille !

A quoi sert une scolarité s'il n'y a pas de suite? Serions-nous devenus Américains ? Les orphelins afghans ont été confiés aux imams venus d'Arabie saoudite, c'étaient moins coûteux que d'aider les autorités du pays à faire ce travail. Ces «religieux» ont fabriqués des Talibans, très efficaces, vous connaissez ?

Donc, au pays de Pestalozzi, qui enseignait que la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté était d'apprendre un bon métier; ces jeunes, sans permis, sont condamnés à l'oisiveté, source de toutes les calamités.

Merci Micheline, dans votre allocution vous dites : à nous de décider – intégrer ou exclure !

Vous rappelez aussi la différence de salaire hommes-femmes qui est toujours inférieure de 20% pour les femmes «dans les bas étages» et beaucoup plus dans les «étages à tapis».

Le 80% du travail non payé fait par les femmes n'aide pas non plus à augmenter le 2e pilier. Les salaires moindres et le travail bénévole se répercutent dans nos prévoyances sociales, les petites rentes AVS et les 2e piliers minables ou inexistantes c'est pour nous, les femmes. Sommes-nous aussi des petits moutons noirs ?

Nos braves Arnold, Walter et Werner auraient-ils pu se jurer assistance réciproque s'il n'y avait pas eu les Gertrudes, les Fridas pour garder fermes, bétail et les enfants ?

Les valeurs démocratiques ne poussent pas sur les arbres, dommage, j'en ferais pousser beaucoup.

Merci Micheline d'avoir encore une fois parlé des lacunes et des progrès à faire dans cette démocratie. Même, si pour certains c'était une répétition, les bonnes leçons s'apprennent qu'en les répétant.

Pour l'initiative des petits moutons noirs: J'espère qu'il y aura, dans la case postale No 23 à 8416 Flach, autant de feuilles vides que de feuilles pleines.

Votre paysanne féministe,
Rosemarie Ballmann

Inhalt / contenu

Seite

Editorial	1
1er août sur le Grütli par R. Balimann	2
Congrès annuel de la coordination ONG après Pékin 2007: Le regard des partis politiques sur les femmes migrantes par Marie-Christine Fontana	3
Fazit der Jahrestagung 2007 von Martina Richter	5
Integration durch Partizipation? Empfehlungen an die Parteien von Beatriz Paiva Keller	5
Die Selbstorganisation von Immigrantinnen - zu einer vollständigen Teilnahme in der schweizerischen Gesellschaft von Yvonne Riaño	6
Frauenspezifische Aspekte von AuG/AsylG von Margrit Kuhn	8
Wieso «Zivilcourage – ein nationales Projekt der Frauendachverbände»? von Eva-Maria Fontana-Hübner	9
Opferschutz und Frauenhandel im FIZ von Susanne Seytter	10
Als NGO-Vertreterin in der Schweizer Delegation – 51. Session der UNO-Frauen-Kommission von Veronika Neruda	10
Mitarbeit am CEDAW-Schattenbericht	12
Initiative «Schutz vor Waffengewalt»/ initiative «Protections armes»	12
Wahlen/Elections – 21-10-2007	12
Impressum	12

Congrès annuel de la coordination ONG après Pékin 2007: LE REGARD DES PARTIS POLITIQUES SUR LES FEMMES MIGRANTES

par Marie-Christine Fontana

Le thème de la migration occupe régulièrement l'actualité, et les femmes migrantes sont notre thème annuel de 2007. Non seulement parce que la population suisse vient d'approuver de nouvelles lois sur étrangers et sur l'asile en septembre de l'an dernier, mais aussi parce que cette année, la Suisse doit soumettre le 3^{ème} rapport sur l'application de la convention des femmes (CEDAW) auprès des Nations Unies. Dans son commentaire sur le dernier rapport de la Suisse de 2002, le comité de la convention a exprimé ses préoccupations concernant la situation des femmes migrantes en Suisse. Plus précisément, il constate leur discrimination dans la formation et l'emploi, le danger d'exploitation et de violence, et leur accès souvent limité aux soins médicaux.

Etant donné que le 3^{ème} rapport doit donner une réponse aux commentaires du comité, nous nous sommes intéressées aux propositions politiques, et plus particulièrement à la perception des partis politiques (ou des politicien-ne-s) au sujet de la situation des femmes migrantes en Suisse. En cette année électorale, notre congrès a pris la forme d'un *hearing* des représentantes des partis politiques, lesquels ont presque tous publié un papier de position sur les thèmes de la migration et de l'intégration (voir à la fin de l'article). Notre intérêt principal était de connaître les images que ces partis ont des femmes migrantes et leurs attentes envers celles-ci et la société suisse.

Le 2 juin dernier, 50 femmes, représentantes des ONG, de la Confédération, ou tout simplement intéressées par le sujet, d'origine migrante ou non, ont participé à notre congrès.

Alicia Gamboa, déléguée du cfd dans la coordination ONG et elle-même femme migrante, nous a rappelé dans son introduction que nous même les femmes engagées ont souvent une image floue ou stéréotypée des femmes migrantes. De temps en temps, nous aussi devrions nous remettre en question, idéalement par contact direct avec les femmes concernées.

Ruth-Gaby Vermot, Conseillère nationale du canton de Berne a représenté le PS. Tout en expliquant qu'elle éprouvait quelque difficulté à défendre le papier du PS n'étant pas d'accord sur tous les aspects, Ruth-Gaby Vermot a surtout critiqué l'image stéréotypée de la femme «migrante démunie», qui est avant tout considérée com-

me peu éduquée. Dans les faits, beaucoup de femmes migrantes sont bien formées, ont des diplômes, mais ceux-ci ne sont pas reconnus. De plus, elle a critiqué le langage militaire du papier du PS qui parle d'une *offensive* d'éducation et d'un *plan Marshall* pour l'intégration. Le fait que le papier demande la reconnaissance des diplômes des migrantes est néanmoins un point positif important du document.

Luzia Vasconcelos a mené le deuxième hearing avec Madeleine Amgwerd Conseillère aux Etats du PDC jurassien. Pour cette dernière, il reste encore beaucoup de travail à faire pour concrétiser l'égalité entre femmes et hommes, même entre les Suissesses et les Suisses. L'égalité entre femmes et hommes prend une place principale dans le document sur l'intégration du PDC à cause de la problématique liée à l'Islam. La pratique religieuse liée à l'Islam ne constituant qu'une partie des problèmes des femmes migrantes, il faut constater aujourd'hui que l'égalité entre femmes et hommes pose problème dans cette religion. Pour elle, il faut insister pour que la femme musulmane ait le droit d'exister et de participer à la vie de la société.

Troisième intervenante de la journée la conseillère nationale des Verts Anne-Catherine Menétrey a expliqué que les Verts n'ont pas de papier actuel sur la migration ou l'intégration. Au sein de leur parti, la discussion sur l'intégration des personnes migrantes a eu comme sujet principal la marge de manœuvre politique après l'adoption de la nouvelle loi sur les étrangers. Pour elle, une question cruciale est de trouver une solution à la situation des personnes sans papiers, dont beaucoup de femmes font partie. Un simple hearing ne suffit néanmoins pas pour trouver une solution.

Lors du dernier hearing de la journée, Barbara Perriard, secrétaire générale responsable pour les questions de l'égalité au PRD, a répondu aux questions de Madgalena Urrejola. Barbara Perriard a expliqué qu'en principe, son parti donne beaucoup d'importance aux principes de la liberté et de la responsabilité individuelle. Mais ces principes ont des limites. Ainsi, on devrait obliger les migrantes et migrants à suivre des cours de langue. C'est la seule solution qui permet une intégration satisfaisante. De plus, l'école obligatoire ne doit pas être remise en question.



Marie-Christine Fontana représente le Conseil suisse des activités de Jeunesse (CSAJ) dans le Comité de l'ONG-Coordination après Pékin

Version en allemand et en anglais sur
www.postbeijing.ch/frauenkonv/index_fkonv.html,
en français
sur [www.equality-office.ch/f2/dokumente/
CEDAW%20franz%20.pdf](http://www.equality-office.ch/f2/dokumente/CEDAW%20franz%20.pdf)

PDC :

Liberté religieuse et intégration – À l'exemple des musulmanes et musulmans de Suisse (2006)

Ce document thématise d'une part la relation entre liberté religieuse et l'état, et d'autre part les chances et difficultés de l'intégration. Il se focalise sur la situation des musulmanes et musulmans, lesquel-le-s mettent notre pays face à une situation particulière qui amène à beaucoup de débats publics.

PRD :

L'intégration permet à la Suisse de gagner – Projets pour une Suisse de l'ouverture (2006)

Ce document ne discute pas uniquement de l'intégration des migrant-e-s, mais de l'intégration dans la société en général, y compris par exemple des différentes générations. Comme mesure concrète pour favoriser l'intégration, le papier propose des cours d'intégration selon le degré du 'déficit d'intégration', ou le vote actif et passif pour les étrangères et étrangers aux niveaux cantonal et communal. Enfin, il demande une loi cadre sur l'intégration.

PS :

Ppaier de position sur l'intégration des personnes migrantes

Le document constate que l'immigration est une chance, mais comporte aussi des risques. Concernant la situation des femmes migrantes, le papier demande un droit de séjour indépendamment de celui du mari et plus d'infrastructures d'accueil pour les enfants, qui auraient des effets positifs sur l'intégration réussie des femmes.

Verts :

Permettre la migration, favoriser l'intégration, protéger les réfugiés (2003)

Le document constate que d'un côté, beaucoup de gens cherchent une vie meilleure, et que de l'autre côté, la Suisse a besoin d'employé-e-s étrangères et étrangers. Concernant les femmes migrantes, le papier demande l'accès sans discrimination au marché de travail, le droit de séjour indépendamment de leur mari, et l'encouragement des cours de langues.

Beatriz Paiva Keller est Brésilienne et psychologue de l'éducation. Elle possède un diplôme postgrade dans le domaine de la migration de l'IUED (Genève), est diplômée en formation d'adultes et co-autrice d'une étude sur les migrantes dans le canton de Berne.

Alessandra Parente, licenciée ès lettres et enseignante dans les écoles supérieures en Italie, elle a travaillé comme cuisinière en Suisse, en attendant la reconnaissance de son diplôme. Actuellement, elle coordonne un projet contre le racisme et la discrimination dans le cadre de la campagne du Conseil de l'Europe «Tous différents - tous égaux».

Magdalena Urrejola est fille de réfugiés chiliens. En Suisse, elle a étudié l'anthropologie sociale, le droit et la littérature ibéroaméricaine. Elle est coordinatrice chez Amnesty International et travaille actuellement sur une campagne contre la traite des femmes.

Luiza Vasconcelos, de nationalités brésilienne et suisse, sociologue, travaille pour la prévention des violences faites aux femmes, notamment aux femmes migrantes. Madeleine Amgwerd est Conseillère aux Etats du PDC pour le Jura et présidente cantonale du PDC.

Anne-Catherine Menétrey, Conseillère nationale des Verts, Vaud, présidente a.i. d'Appartenances à Lausanne, et présidente de la «Plate-forme pour les Sans papiers». Barbara Perriard est secrétaire générale des femmes PRD suisses.

Ruth-Gaby Vermot est Conseillère nationale du PS du canton de Berne jusqu'en octobre 2007.



Madeleine Amgwerd, conseillère aux Etats, et Luiza Vasconcelos, intervenante.

Pour plus d'informations sur cette journée

Weitere Informationen zur Jahrestagung:

http://www.postbeijing.ch/tagungen/index_tag.html

Zu Beginn der Veranstaltung hat Alicia Gamboa die Frage gestellt, was für Bilder von Migrantinnen wir in unseren Köpfen haben. In den Hearings haben wir nun ganz verschiedene Bilder gesehen respektive gehört, diese Bilder stehen hinter den Parteiprogrammen, sie stecken im Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG), und wir haben auch immer wieder versucht aufzuzeigen, wie vielfältig Migrantinnen sind. Die Bandbreite von Migrantinnen ist gross, und diese Bilder in unseren Köpfen sind sehr wichtig, denn damit macht man Politik, auf ihnen beruht, was wir diskutieren. Dies ist eine der wichtigsten Fragen, die wir mitnehmen sollten.

Eine andere wichtige Frage, die auf einer ganz anderen Ebene ansetzt, ist die Frage nach der Gesellschaft, in der wir leben. Was wollen wir für eine Gesellschaft? Migration ist nicht nur ein Thema, das an sich ein Problem darstellt, sondern es ist auch ein Thema, das mit Bezug auf gesellschaftliche Fragen diskutiert werden muss, das nicht von anderen Fragen losgelöst werden kann. Das kommt unter anderem im Zusammenhang mit der Frage nach Chancengleichheit in der Gesellschaft zur Sprache. Es wurde kurz erwähnt, dass in der Schweiz weiterhin Chancengleichheit nur zum Teil besteht, insbesondere was den Arbeitsmarkt angeht, und es gab dieses Statement, dass viele Schweizer Frauen gerade deshalb arbeiten, am Erwerbsleben teilnehmen können, weil Migrantinnen die Hausarbeit übernehmen. Und da stellt sich wiederum die Frage, was für eine Gesellschaft wir wollen: Welche Arbeit erhält welchen Wert, wie wird diese Arbeit aufgeteilt, wer ist bereit wofür zu zahlen und auch was übernimmt der Staat? Gibt es staatliche Aufgaben im Bereich Kinderbetreuung? Man könnte sich schliesslich auch andere Lösungen vorstellen, als dass Migrantinnen illegal für diese Arbeiten angestellt werden.

Ein weiteres, ganz wichtiges Thema, das angesprochen wurde und wiederum mit unseren Bildern von Migrantinnen zu tun hat, ist, dass Migrantinnen nicht nur als Opfer betrachtet werden sollen, sondern häufig eine gute Ausbildung mitbringen. Dabei stellt sich aber das Problem, dass ihre Diplome oft nicht anerkannt werden

oder dass Migrantinnen aufgrund stereotypen, respektive diskriminierenden Vorstellungen keine Stelle finden. Dies geht in die Frage über, die auch gestellt wurde: Wie muss man die SchweizerInnen ausbilden, damit sie die Migrantinnen akzeptieren und anerkennen?

Ein weiterer Diskussionspunkt war die Frage von Integration und Aufenthaltsstatus: Wie ist das gekoppelt, was kommt zuerst? Braucht man einen gesicherten Aufenthaltsstatus, um sich integrieren zu können oder ist der Status die Belohnung für die Integration? Ich möchte dies nicht werten, ich denke, es ist eine politische Diskussion. Aber, wenn es um Gesetze geht, ist mir auch ganz wichtig, dass wir festhalten, dass ein Gesetz nicht nur eine Reaktion auf ein Phänomen ist, sondern ein Gesetz schafft auch neue Fakten, wie die Realität der Sans-Papiers zeigt. Und interessant ist auch, dass Integration im Ausländer-Gesetz einerseits als Ziel formuliert wird, andererseits ist Integration aber auch ein Mass, ob eine Aufenthaltsbewilligung gewährt oder wieder gewährt wird. Ist dies nicht ein Widerspruch?

Eine letzte Frage ist, welches Bild wir von welchen Migrantinnen haben, und hier fiel natürlich das Stichwort Islam im Zusammenhang mit religiösem Fundamentalismus, patriarchalen Machttraditionen, Unterdrückung von Frauen, der Idee von rückständigen Kulturen, der Frage der Unterschichtung, d.h. dass es eine sozial tiefere Schicht ist, und natürlich mangelnde Integration. Ganz klar, man muss dieses Thema differenziert betrachten und ich möchte dazu auch nichts Abschliessendes sagen, aber es geht zurück auf die Anfangsfrage: Was sind die Bilder, die wir von Migrantinnen und Migranten haben?



Marina Richter, Dr. phil.-nat., Seconda, ist Geografin und am Departement für Sozialarbeit und Sozialpolitik der Universität Fribourg für Lehre und Forschung angestellt (Doktorassistentz). Ihre Dissertation «*Integration, Identität, Differenz. Der Integrationsprozess aus der Sicht spanischer Migrantinnen und Migranten*», 2006, ist im Peter Lang Verlag erhältlich.

Integration durch Partizipation? Einige Empfehlungen an die Parteien

Im Jahr der eidgenössischen Wahlen rückt die Integrationspolitik – eine der grössten Sorgen der Schweizerbevölkerung – in den Mittelpunkt des Wahlkampfes.

Es geht im vorliegenden Artikel nicht darum, die Positi-

onspapiere der Parteien zu bewerten, sondern um einen Beitrag, was die eine oder andere Partei berücksichtigen kann, wenn sie politische Massnahmen im Migrationsbereich ausarbeitet.

Eine einseitige Darstellung der Zugewanderten als

² Festgehalten und gekürzt von Marie-Christine Fontana.

Menschen mit geringen Qualifikationen aus bildungsfernen Ländern ist kontraproduktiv und ethnozentrisch: Die bloße Darstellung von negativen und defizitären Bildern beinhaltet zudem die Gefahr, fremdenfeindliche Motive zu zementieren und bei der einheimischen Bevölkerung Abwehrmechanismen zu stärken. Wichtig scheint mir, sich vom generellen Opferbild der «armen, unausgebildeten, nicht emanzipierten» Migrantinnen zu entfernen. Zugewanderte verfügen über unterschiedliche Biografien, Bildungsniveaus, Aufenthaltstatus und Migrationsgründe. Die Migrationsbevölkerung bildet keine homogene Gruppe!

Integration wird zudem oft auf den Erwerb von Sprachkenntnissen reduziert. Integrationsarbeit muss aber viel mehr beinhalten als reine Sprachprogramme. Es ist zu berücksichtigen, dass verschiedene Schweizer Organisationen und Ämter die Integrationsarbeit als «Förderung der Chancengleichheit und Partizipation für Migrantinnen und Migranten auf allen gesellschaftlichen Ebenen» definieren. Die EKA erachtet beispielsweise die Mitbestimmungs- und Mitgestaltungsmöglichkeit als wichtiges Mittel zur Realisierung der Chancengleichheit von Migrantinnen und Migranten. Massnahmen zur Ermöglichung ihrer aktiven gesellschaftlichen, institutionellen und politischen Teilnahme sind für die Integration von grösster Bedeutung³. Die «Integrationsaufgaben» sind somit nicht nur an die Zugewanderten selbst zu richten, sondern auch an staatliche und private Insti-

tutionen. Es fehlen gesetzliche Rahmenbedingungen und Massnahmen zur Aufhebung von strukturellen gesellschaftlichen Barrieren und zur Förderung der Entfaltung von Potentialen der MigrantInnen. Massnahmen im Sinne von «affirmative action» (Quoten für MigrantInnen bei Stellen und Bildungsplätzen) und «Diversity Management» (Förderung von gemischten kulturellen Teams) sind Gegenmittel gegen soziale und wirtschaftliche Desintegration. Politiker und Politikerinnen sollten vermeiden, dass wichtige Integrationsprogramme aus Spargründen scheitern und dafür sorgen, dass Integrationsarbeit auf der politischen Tagesordnung priorisiert wird.

Die Identifikation eines Menschen mit der Gesellschaft misst sich vor allem am Grad seiner Partizipation in den Institutionen. Um eine «Integrationsoffensive» zu starten, sollten daher zuallererst die Institutionen für MigrantInnen geöffnet und die effektive gleichberechtigte Partizipation der Zugewanderten gewährleistet werden. Sonst gehen die notwendigen Integrationsmassnahmen an der Migrationsbevölkerung vorbei.



Beatriz Paiva Keller ist Brasilianerin, Psychologin, Fachmitarbeiterin in diversen Integrationsprojekten und Mitautorin der Untersuchung «Migrantinnen im Kanton Bern». Sie hat als Fachfrau im Hearing an der Jahrestagung am 2. Juni 2007 die SP-Vertreterin Ruth-Gaby Vermet befragt.

Die Selbstorganisation von Immigrantinnen hin zu einer vollständigen Teilnahme in der schweizerischen Gesellschaft

von Yvonne Riaño

Dieser Artikel beleuchtet die Strategien von Migrantinnen, ihre berufliche und ökonomische Situation in der Schweiz zu verbessern.

(Der Artikel wird hier in gekürzter Form wiedergegeben, er ist bereits in der Shedhall-Zeitung Nr. 6, 2007 erschienen).

Die Zahlen von Immigrantinnen in der Schweiz sind im letzten Jahrzehnt stark angestiegen, insbesondere im Falle von Immigrantinnen aus Nicht-EU-Ländern (BFS, 2006). Die öffentlichen und politischen Diskurse porträtieren Migrantinnen tendenziell als ungebildet, passiv und schlecht integriert. In dem daraus resultierenden Bild tragen Immigrantinnen nichts zur schweizerischen Gesellschaft bei, sondern erscheinen vielmehr als eine Belastung für den Wohlfahrtsstaat. Der vorliegende Bei-

trag betont die aktive und unabhängige Rolle, die Immigrantinnen in Wirklichkeit spielen. Er zeigt, dass sich Immigrantinnen um eine volle Teilnahme in der schweizerischen Gesellschaft bemühen. Er argumentiert, dass Immigrantinnen keineswegs eine Belastung für die schweizerische Gesellschaft darstellen, sondern dass sie die Gesellschaft tatsächlich bereichern, und dass sie Aufgaben der sozialen Integration wahrnehmen, die zum Aufgabenbereich des schweizerischen Staates gehören.

Der Artikel behandelt zwei hauptsächliche Fragen: Wie reagieren Immigrantinnen auf alltägliche Situationen sozialen Ausschlusses? Und: Was sind ihre individuellen und kollektiven Strategien zur Erlangung vollständiger sozioökonomischer und politischer Teilnahme?

³ EKA 2005; «Öffnung der Institutionen: Empfehlungen der Eidgenössischen Ausländerkommission», S. 5.

Individuelle Strategien der Selbstorganisation

Immigrantinnen stellen den geringsten Anteil auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt (38,6% BFS, 2006). Fast 20% der Frauen aus Ländern ausserhalb der EU besetzen Stellen, für die sie überqualifiziert sind, im Gegensatz zu 13,8% der EU-Frauen und 7,6% der Schweizerinnen, (Dumont and Liebig, 2005, S. 7). Unsere Studie (Riaño und Baghdadi, 2007)⁴ der Arbeitsmarktteilnahme von 57 gut ausgebildeten Frauen aus Lateinamerika, dem Nahen und Mittleren Osten und Südosteuropa zeigt, dass ein Drittel von ihnen trotz Hochschulbildung, Berufserfahrung und fließenden Deutschkenntnissen nicht auf dem Arbeitsmarkt integriert sind, und dass ein Viertel Arbeitsstellen haben, für die sie überqualifiziert sind. Ein weiteres Drittel arbeitet entsprechend ihres Ausbildungsniveaus, aber ihre Arbeitsverhältnisse sind durch Diskontinuität und Instabilität gekennzeichnet. Wir erklären diese Situation dadurch, dass auf der einen Seite die Fähigkeiten von Immigrantinnen aus Nicht-EU-Ländern unterbewertet und auf der anderen Seite Immigrantinnen eher als Hausfrauen denn als aktive Berufstätige porträtiert werden. Diese Diskurse haben zu ungleichen Möglichkeiten der Teilnahme von Immigrantinnen auf dem Arbeitsmarkt geführt. Unsere Studie zeigt, dass Immigrantinnen sozialen Ausschluss nicht passiv erdulden, sondern dass sie persönliche Strategien entwickeln, um den Herausforderungen des Arbeitsmarktes zu begegnen. Diese Strategien bedeuten einen hohen finanziellen und persönlichen Aufwand der Immigrantinnen, die jedoch von ihnen, und in seltenen Fällen auch von ihren Partnern, in Kauf genommen werden.

Umschulung ist eine Strategie, die viele unserer Studienteilnehmerinnen gewählt haben, insbesondere nach vielen Jahren als Hausfrau oder in schlecht bezahlten und/oder instabilen Beschäftigungsverhältnissen. Viele besuchen Deutschkurse oder lernen den Schweizerdeutschen Dialekt, um ihre Beschäftigungschancen zu verbessern. Viele entschliessen sich, ihr gesamtes Studium zu wiederholen oder ein Postgraduiertenstudium aufzunehmen, weil sie sonst keine Chance auf dem Arbeitsmarkt haben.

Ehrenamtliche Tätigkeiten in Organisationen wie Elterngruppen, Heimatlandvereinen, interkulturellen Schulen, Musikgruppen, Immigrantinnenvereinigungen und Organisationen für den interkulturellen Dialog sind eine Option, die eine große Mehrheit von Frauen in unserer Stu-

⁴ Diese Studie wurde im Rahmen des schweizerischen Nationalen Forschungsprogramms (NFP 51) über «Soziale Integration und Sozialen Ausschluss» durchgeführt. Näheres unter: www.giub.unibe.ch/sg/immigrantwomen/index.html

die gewählt hat. Diese Tätigkeiten haben viele Vorteile: Die Anwendung der professionellen Fähigkeiten, die Ausweitung des sozialen Betätigungsfeldes, den Kampf für die Rechte von Immigrantinnen und das Gefühl, ihrem Leben mehr Sinn zu geben. Die Erfahrungen, die sie durch diese Aktivitäten sammeln, ermöglichen es ihnen, ihre professionellen Netzwerke zu erweitern und beruflich voranzukommen und sie resultierten in manchen Fällen in Angeboten für bezahlte Arbeitsstellen. Manche Frauen erkennen auch die Wichtigkeit, in die Bereiche der Familienplanung und der Geschlechterverhältnisse einzugreifen, wenn sie beruflich vorankommen wollen. Solche Strategien werden vor allem von jüngeren, erst kürzlich angekommenen Frauen entwickelt oder von älteren Frauen mit fortschrittlichen Ehemännern.

Kollektive Strategien der Selbstorganisation

Der Charakter der Einwanderung in die Schweiz hat sich seit den 1990er Jahren signifikant verändert: Zunehmend kommen die EinwanderInnen aus Nicht-EU-Ländern. Frauen dominieren diese Einströme, und das Bildungsniveau der EinwanderInnen ist bedeutend höher. Diese Veränderungen haben einen beträchtlichen Einfluss auf das Wesen der Einwanderungsvereinigungen. Es sind neue Vereinigungen mit folgenden Charakteristiken entstanden: Erstens sind sie meist von Frauen gegründet und richten sich daher speziell an die Bedürfnisse von Immigrantinnen. Diese geschlechterspezifische Ausrichtung verweist auf die Tatsache, dass Frauen in besonderem Masse von geschlechterspezifischer und ethnischer Diskriminierung betroffen sind. Zweitens sind viele der Initiatorinnen gut ausgebildet und waren in ihren Heimatländern beruflich und politisch aktiv. Drittens besteht ein Hauptziel dieser neuen Vereinigungen darin, das Stereotyp der Immigrantin – als armer, inkompetenter und abhängiger Frau – in Frage zu stellen und Teilnahmeräume zu fordern, die es den Immigrantinnen ermöglichen, ihre Kreativität und ihr Potential zu entfalten.

Viele der neuen Vereinigungen wurden von Frauen aus Lateinamerika, Afrika, Asien, Südosteuropa und dem Nahen und Mittleren Osten gegründet, zuweilen mit Unterstützung von Schweizerinnen, männlichen Migranten oder der Katholischen und Reformierten Kirche. Diese zahllosen Aktivitäten dienen dazu, die sozioökonomische Teilnahme, die kulturelle Identität und das öffentliche Bild ihrer Landsleute besonders aus Lateinamerika, Afrika, Asien, Südosteuropa und dem Nahen und Mittleren Osten zu fördern. Die von ihnen angebotenen sozialen Dienste sind entweder kostenlos oder kosten sehr wenig. Die Frauen leisten ihre Arbeit in den meisten Fällen auf ehrenamtlicher Basis.

Diese Organisationen haben verstanden, dass die Zusammenarbeit mit anderen nationalen und internationalen Frauengruppen unabdingbar ist, um eine größere soziale Wirkung zu erzielen. Ein erstes Beispiel ist das «NGO-Koordination post Beijing Schweiz»-Netzwerk, das sich nach der 4. Weltfrauenkonferenz (1995) gegründet hat. Neben seiner Arbeit für die Gleichstellung von Mann und Frau hat das Netzwerk die Öffentlichkeit erfolgreich auf die vielen Probleme aufmerksam gemacht, mit denen Immigrantinnen sich konfrontiert sehen, wie Diskriminierung, Rassismus und häusliche Gewalt. Ein weiteres Beispiel ist das Treffen mehrerer hundert Immigrantinnen verschiedener Nationalitäten, das 1997 in Bern stattfand. Unter dem Titel «Immigrantinnen-Netzwerk zur Formulierung einer Integrationspolitik» schufen Frauen aus 28 Immigrantinnen-Organisationen und Einwanderungsagenturen eine Dachorganisation, um eine gemeinsame Plattform zur Definition einer adäquaten Integrationspolitik für Frauen zu diskutieren. Weitere Beispiele sind die Kampagne aus dem Jahr 2000 gegen die «18%-Initiative», die Kampagne für «Sans-Papiers»-Immigranten (2003), die Kampagne «Ohne uns geht nichts» (2005) und die Kampagne gegen die neue und diskriminierende Ausländer- und Asylgesetzgebung (2006), die alle gemeinsam von «Solidarité sans Frontiers», Immigrantinnen und anderen progressiven schweizerischen Gruppen organisiert wurden.

Zusammenfassung

Dieser Beitrag hat gezeigt, dass die Selbstorganisation von Immigrantinnen nicht nur eine Reaktion auf ökonomische Not darstellt, sondern eine weitreichende Forderung nach einem gerechteren Ort in der schweizerischen Gesellschaft hinsichtlich sozialer, kultureller und politischer Teilnahme ist. Die speziellen Merkmale dieser Form der Selbstorganisation sind:

a) eine geschlechterspezifische Ausrichtung (der Kampf

- von Frauen für die Verbesserung der Rechte von Frauen),
- b) eine Position des Widerstandes (die Nicht-Akzeptanz von Diskursen, die Migrantinnen als inkompetent und abhängig definieren),
- c) das Bestreben, jenseits des Bereichs häuslicher und schlecht bezahlter Arbeit neue Aktionsräume für Frauen zu schaffen,
- d) der Wunsch nach Pluralität (keine Erschaffung von Ghettos, sondern die Vernetzung von Frauen mit unterschiedlichem kulturellen Hintergrund), und
- e) eine internationale Ausrichtung.

Die Zukunft dieser Organisationen liegt in ihrer Fähigkeit, die interethnischen Koalitionen und Allianzen mit nationalen und internationalen feministischen Vereinigungen zu festigen.



Dr. Yvonne Riaño ist Kolumbianerin und Dozentin an der Abteilung Sozialgeographie, Politische Geographie und Gender Studies am geographischen Institut der Universität Bern

Literaturhinweise

- Bundesamt für Statistik (BFS): *Ausländerinnen und Ausländer in der Schweiz*. Bericht 2006. Neuchâtel
- Dumont Jean-Christophe & Thomas Liebig, (2005). *Labour Market Integration of Immigrant Women: Overview and Recent Trends*. In OECD & European Commission Seminar, Migrant Women and The Labour Market: Diversity and Challenges, Room Document N. 3, OECD. Brussels
- Riaño, Yvonne and Nadia Baghdadi, 2007: «Unbekannte Migrantinnen in der Schweiz - Studie zu qualifizierten Frauen aus Lateinamerika, dem Nahen und Mittleren Osten und Südosteuropa». In: Widerspruch 51, «Migration, Integration und Menschenrechte». Zürich: Ropress, S. 43 – 51

Frauenspezifische Aspekte der Vernehmlassungs-Antworten zu den Verordnungen von AuG und AsylG

von Margrit Kuhn

Nach den Abstimmungen vom 24. September 2006 zum Ausländer- (AuG) und Asyl-Gesetz (AsylG) hat vom 28. März bis am 30. Juni 2007 die Vernehmlassung zu den beiden Verordnungen über die Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE) und die Integration der Ausländerinnen und Ausländer (VintA) stattgefunden. Die Evangelischen Frauen Schweiz, die Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten der Schweiz und die Flüchtlingshilfe Schweiz haben die Verordnungen aus Frauensicht unter die Lupe genommen. Probleme sehen sie bei den Cabarets-Tänzerinnen und dem Frauen-

handel, bei den Ehegattinnen mit B-Bewilligungen, die durch Familiennachzug in die Schweiz gekommen sind. Ganz generell fehlt es an der Berücksichtigung der speziellen Situation der Migrantinnen und deren Chancengleichheit vis-à-vis von Migrantinnen. Dies entspricht der altbekannten Ungleichheit zwischen Frauen und Männern in der Schweiz.

Die NGO-Koordination hat frauenspezifische Problem-bereiche aus den obgenannten Vernehmlassungs-Antworten herausgeschrieben, die angepasst werden müssen. Sie können auf unserer Website eingesehen werden

(www.postbeijing.ch unter Publikationen/publications). Bereits im Jahre 2004 hat Yvonne Riaño (s. Riaños Artikel in diesem Rundbrief) aufgelistet, was aus Frauensicht in den jetzigen Gesetzgebungen und den Verordnungen nicht berücksichtigt ist. Die vorzuschlagenden Integrationsvorhaben müssen

- einen gesetzlichen Rahmen zur Aufhebung von strukturellen Barrieren und zur Entfaltung von Potentialen schaffen
- Integrationsförderung nicht nur als Unterstützung sozialer Projekte für AusländerInnen mit Defiziten verstehen
- sich an Migrantinnen und Migranten (d.h. an Menschen, mit oder ohne Schweizer Pass, die im Ausland geboren sind) richten und nicht an AusländerInnen

(d.h. an «Fremde», welche durch ihre kulturelle Distanz zur Schweiz definiert werden)

- Hürden, die speziell die ausländischen Frauen betreffen, wie beispielsweise ethnische Diskriminierung oder Geschlechterdiskriminierung, berücksichtigen
- mit einer Familienpolitik gekoppelt sein: Eine der grossen Hürden der beruflichen Integration ausländischer Frauen liegt in der Tatsache, dass es in der Schweiz sehr schwierig ist, Familie und Job zu vereinbaren⁵.



Margrit Kuhn ist NGO-Koordinatorin

Wieso «Zivilcourage – ein nationales Projekt der Frauendachverbände?»

von Eva-Maria Fontana-Hübner

Die Schweizer Frauendachverbände starteten ein nationales Projekt unter dem Titel «Wir zeigen Zivilcourage». Für die Frauendachverbände heisst Zivilcourage hinschauen und dahinterschauen: Wir wehren uns für die Opfer von Menschenhandel und setzen Zeichen gegen Zwangsprostitution.

In einer Zeit der zunehmenden gesellschaftlichen Entsolidarisierung, einer wachsenden Kultur des Wegschauens und den immer stärker werdenden Klagen über den stetigen Werte-Zerfall, wollen die Schweizer Frauendachverbände zur Solidarität, zum Hinschauen und zum Einstehen für Werte aufrufen. Otto von Bismarck, der den Ausdruck «Zivilcourage» als erster brauchte, forderte Mut nicht nur in der Armee, sondern auch in der Zivilgesellschaft. Wir Frauen fordern Mut auch oder gerade in der Zivilgesellschaft und nicht nur bei Freizeitevents für den Adrenalinkick.

Die Frauenverbände wollen Frauen – und Männer – bestärken, sich für Werte wie Gerechtigkeit, Solidarität, Toleranz, Respekt vor dem Nächsten, Verlässlichkeit und Verantwortungsbewusstsein einzusetzen. Sie ermutigen, sich zu wehren gegen Gewalt, Diskriminierung aufgrund der Zugehörigkeit zu einer Rasse, Altersgruppe oder Geschlecht.

«Inhalte der Zivilcourage sind nicht privat, sondern öffentlich bedeutsam und am Gemeinwohl orientiert. Es handelt sich um Probleme, die alle angehen, sie sind politisch. BürgerInnenmut bewährt sich dort, wo sich Menschen für hu-

mane Werte einsetzen. Etwa wenn Unrecht geschieht und dies durch couragierte Stellungnahme verhindert werden soll.» (aus K. Singer: *Zivilcourage wagen*)

Für die Frauendachverbände heisst Zivilcourage auch hinschauen und dahinterschauen: Deshalb wehren wir uns für die Opfer von Menschenhandel und setzen Zeichen gegen Zwangsprostitution.

Laut seriösen Schätzungen werden in Europa zurzeit Hunderttausende von Frauen und Kindern in Netzen von organisierten Banden festgehalten und sexuell ausgebeutet. Im Menschenhandel soll mehr Geld fließen als im Drogenhandel. Auch die Staatskassen profitieren indirekt von diesem Handel (USA geschätzte 8 Mrd. \$ pro Jahr laut Prof. Saskia Sassen, Chicago). Wo immer Grossanlässe mit mehrheitlich männlichem Publikum stattfinden, boomt das Sexgewerbe.

Die Frauen in der Schweiz brechen das Tabu und schweigen nicht mehr, bis unsere Gesellschaft vorliegende Zahlen glaubt, das Problem ernst nimmt und handelt. Diese Aktion soll symbolisch dastehen für Aktionen der Zivilcourage. In diesem Sinne führten die Schweizer Frauendachverbände am 14. Juni 2007 einen Grossanlass zu diesem Thema durch. Damit wollten wir aufrütteln und die Bestrebungen der Politikerinnen und anderer Organisationen unterstützen.

«Je mehr Bürgerinnen und Bürger mit Zivilcourage ein Land hat, desto weniger Helden wird es einmal brauchen.» (Franca Magnani)



Eva-Maria Fontana-Hübner ist Delegierte der Evangelischen Frauen Schweiz (EFS) in der NGO-Koordination post Beijing

⁵ s. den Vortrag von Yvonne Riaño an der Paulus-Akademie unter dem folgenden Link: <http://www.paulus-akademie.ch/berichte/vortrag-yvonne-riano.pdf>

FIZ: Opferschutz, Frauenhandel und Kampagne Euro 08

An der Jahresversammlung der NGO-Koordination hat Susanne Seytter vom Fraueninformationszentrum (FIZ) über die Situation von Frauen, die Opfer des Frauenhandels sind, berichtet, und sie hat auf die Mängel des Opferschutzes hingewiesen. Beides ist auch Thema der Kampagne Euro 08, die von der NGO-Koordination post Beijing und zusätzlich von mehreren Mitgliedsorganisationen unterstützt wird.

Für Opfer von Frauenhandel gibt es kein Opfer- und Zeugenschutzprogramm. Opfer können in der Regel nur so lange in der Schweiz bleiben, wie sie im Ermittlungs- und Strafverfahren gebraucht werden.

Seit dem Jahre 2004 besteht vom Bund eine Empfehlung an die Kantone, in der Aufenthaltsmöglichkeiten für Menschenhandelsopfer beschrieben sind. Ein Opfer hat demnach 30 Tage Zeit, um sich zu entscheiden, ob es mit den Strafverfolgungsbehörden kooperieren will. Wenn dies der Fall ist, bekommt es eine Kurzaufenthaltsbewilligung von drei Monaten bzw. für die Zeitperiode, in der es von Polizei und Justiz als Auskunftsperson oder Zeugin gebraucht wird. Zusätzlich gibt es bei Härtefällen das Aufenthaltsrecht aus humanitären Gründen, welches aber an strenge Bedingungen geknüpft ist. Im Jahre 2006 wurden (nach FIZ-Kenntnissen) lediglich drei Personen humanitär aufgenommen. Die bisher geltenden Ermessensspielräume der Behörden bezüglich Gewährung eines Aufenthalts werden zum grossen Teil im neuen Ausländerrecht bzw. in der dazugehörigen Verordnung übernommen. Das gibt mehr Rechtsgleichheit und Rechtssicherheit, aber weiterhin keinen Rechtsanspruch der Opfer. Zudem wird weiterhin die Zusammenarbeit des Opfers mit den Behörden zum zentralen Kriterium gemacht und nicht die Tatsache, dass die Menschenrechte der betroffenen Frauen hier in der Schweiz gravierend verletzt wurden und dass die Opfer Zeit für Stabilisierung und Erholung in einer sicheren Umgebung brauchen.

Aufgrund des Opferhilfegesetzes (OHG) bestehen unter anderem folgende Rechte: Soforthilfe (Unterkunft, Lebensunterhalt), Beratung, Begleitung bei Strafverfahren, Schadenersatz- und Genugtuungs-Ansprüche. Gemäss

OHG gilt als Opfer jede Person, die durch eine Straftat in ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden ist, und zwar unabhängig davon, ob der Täter ermittelt worden ist und unabhängig davon, ob das Opfer Anzeige erstattet. Menschenhandel ist eine Straftat. Das Opfer muss seine Opfereigenschaft glaubhaft machen. Das FIZ hat als langjährige Fach- und Beratungsstelle für Frauenhandel grosse Erfahrung in der Identifizierung von Menschenhandelsopfern und gibt dieses Wissen in Weiterbildungen für Polizei und Justiz weiter.

Im 2006 wurden dem FIZ ein Drittel der Opfer von der Polizei zur Betreuung zugewiesen, die restlichen zwei Drittel kamen über Personen aus dem Umfeld des Opfers, andere Beratungsstellen, NGOs im Asyl- und Migrationsbereich und Spitälern/ÄrztInnen. In den Kantonen, in denen es Kooperationsmechanismen zwischen Polizei, Migrationsamt, Justiz und dem FIZ gibt, ist die Zahl der identifizierten Opfer grösser als in anderen Kantonen.

Kampagne Euro 08 gegen Frauenhandel

Die Kampagne will im Vorfeld und während der Euro 08 eine breite Öffentlichkeit zum Ausmass und den Auswirkungen von Frauenhandel informieren und dadurch auch Präventionsarbeit leisten. Die Kampagne findet in der ganzen Schweiz statt. Im Vorfeld der EM lancieren die Trägerorganisationen der Kampagne eine Petition v.a. zu einem verbesserten Opferschutz. Für die Unterschriftensammlung sind sie auf die Unterstützung zahlreicher Organisationen und Gruppen angewiesen, die die Bogen mit ihren Versänden, in ihren Publikationen und innerhalb ihres Netzwerks verteilen. Die Kampagne startet am 8. März 2008. Gruppen und Organisationen, die sich am Auftakt beteiligen möchten, melden sich bitte bei kampagne-em08@fiz-info.ch. Informationen unter www.frauenhandeleuro08.ch



Susanne Seytter vertritt das Fraueninformationszentrum (FIZ) in Zürich als Delegierte in der NGO-Koordination post Beijing

Als NGO-Vertreterin in der Schweizer Delegation – ein Bericht von der 51. Session der UNO-Frauenkommission

von Veronika Neruda

«Eliminierung aller Formen von Diskriminierung und Gewalt gegen Mädchen» so hiess das Schwerpunktthema der 51. Session der UNO Frauenkommission. Um bei diesem Thema die Perspektive und das Fachwissen von

NGOs einzubeziehen, lud das Eidg. Departement des Äusseren (EDA) die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV) ein, ein Delegationsmitglied zu stellen. Und so kam es, dass ich die Inputs zu

diesem Thema persönlich in die Delegation einbringen konnte.

Vorbereitung

Als Arbeitsgrundlage für die Delegation stellten das EDA, das Eidg. Büro für Gleichstellung von Frau und Mann (EBG) und die Delegationsmitglieder Factsheets über die Schwerpunktthemen der Session zusammen und erarbeiteten das General Statement der Schweiz. Die SAJV erarbeitete dabei die Informationen zum Thema «Gewalt gegen Mädchen und junge Frauen». Hierzu konnte ich auf die vielen Unterlagen der NGO-Koordination, wie die Alternativberichte und die CEDAW-Berichte, zurückgreifen, welche viele gute Inputs enthalten. Im Februar fand zudem ein Briefingtreffen statt, an welchem wir uns erstmals unter den Delegationsteilnehmerinnen austauschen konnten.

Die 51. Session der UNO Frauenkommission (CSW) in New York

Die Schweizer Delegation in der ersten Sessionswoche vom 24. Februar bis 2. März bestand aus Peter Maurer (Chef der Schweizer Mission in New York und Delegationschef), Natalie Kohli (Schweizer Mission in New York), Nationalrätin Doris Stump, Milena Mihajlovic (DEZA) und mir. In der zweiten Woche nahmen nur noch Natalie Kohli und Natalie Erard (EDA PA IV) teil. Die erste Sessionswoche stand vor allem im Zeichen von Berichten und Interventionen der verschiedenen Mitgliedstaaten und von Expertinnen und Experten zu den einzelnen Themen. Daneben fanden zahlreiche Begleitveranstaltungen, so genannte ‚Side-events‘, zu den Themen der Session statt, welche von UNO-Organisationen und NGOs veranstaltet wurden. Ebenfalls in der ersten Woche begannen bereits die ersten Verhandlungen über das Schlussdokument, die so genannten ‚Agreed conclusions‘, und die Resolution zu Zwangsheirat (‚forced and early marriage‘) der USA. Der Hauptteil der Verhandlungen und die definitive Formulierung der Resolutionstexte fanden dann in der zweiten Woche statt. Neben den ‚Agreed Conclusions‘ wurden Resolutionen zu folgenden Themen verabschiedet: Mädchenbeschneidung; Frauen / Mädchen und HIV/AIDS; Situation und Unterstützung von palästinensischen Frauen; Zwangsheirat⁶.

Fazit zu den inhaltlichen Diskussionen

Die Teilnahme an der Session als Ganzes, an den Plenumsdiskussionen und ExpertInnenpanels war äusserst anregend und interessant. Was die inhaltliche Diskussion anbelangte, so zeigte sich, dass die meisten Staaten zwar gesetzliche und andere Massnahmen zur

Förderung von Gleichstellung bzw. zur Eliminierung diskriminierender Praktiken getroffen haben. Gleichzeitig bestehen bei deren Umsetzung viele Defizite. Beim Schwerpunktthema Mädchen und jungen Frauen lässt sich festhalten, dass das Schwergewicht der meisten Staaten auf dem Schutz und nicht auf der Förderung der (politischen) Partizipation oder dem Empowerment von Mädchen und jungen Frauen liegt. Das Thema der ausserschulischen Bildung (‚non-formal education‘) wurde zudem nur von anwesenden Mädchen-Vertreterinnen angesprochen, aber nicht von offiziellen Staatenvertreterinnen und -vertretern oder Vertreterinnen und Vertretern von internationalen Organisationen. Erfreulicherweise haben diese Aspekte aber trotzdem – unter anderem mit Unterstützung der Schweiz – in die Schlussdokumente Eingang gefunden. Daneben bestanden zahlreiche Möglichkeiten zum informellen Austausch, so unter anderem auch mit anderen Vertreterinnen von Jugenddachverbänden und NGOs.

Fazit und Empfehlungen zur Zusammenarbeit NGOs mit Schweizer Delegation

Die Vertretung der NGO-Seite in der offiziellen Schweizer Delegation erscheint aus meiner Sicht wichtig und sinnvoll und es wäre wünschenswert, wenn dies auch in zukünftigen Delegationen der Fall wäre. Die Zusammenarbeit und der Austausch von Vertreterinnen aus NGOs, Verwaltung und Parlament ist bereichernd, es können wertvolle Synergien entstehen. Da es vor allem in der zweiten Woche bei den Verhandlungen um die ‚Agreed conclusions‘ und die Resolutionen um inhaltliche Mitarbeit ging, wäre es für ein nächstes Mal empfehlenswert, wenn die inhaltlichen Expertinnen beide Wochen teilnehmen würden.

Die NGO-Vertreterinnen wurden schliesslich auf meine Anregung hin in der Schweizer Mission empfangen und konnten ihre Inputs einbringen. Thema dabei waren in erster Linie die Umstrukturierungen innerhalb der UNO und deren Auswirkungen auf die Gender Units.

In diesem Sinne meine abschliessende Empfehlung an die NGO-Koordination: Frühzeitig für eine nächste NGO-Vertreterin in der Schweizer Delegation und für den Einbezug in der Vorbereitung der 52. Session der CSW lobbyieren.



Veronika Neruda ist Projektleiterin Gleichstellung der SAJV

⁶ All diese Dokumente sind zu finden unter: <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/51sess.htm>

Hinweise:

Aufruf zur Mitarbeit am Schattenbericht der CEDAW

Die Schweiz ist seit einiger Zeit daran, den dritten Länderbericht zu CEDAW zu erstellen, wie das vorgeschrieben ist. Wie schon in der Vergangenheit wird die NGO-Koordination einen so genannten Schattenbericht verfassen. Sinn dieser Berichte ist es, der CEDAW-Kommission regierungsunabhängige, vertiefte und kritische Einblicke in die jeweiligen Systeme zu geben. Im Gegensatz zur Vernehmlassung, wo nur ein fachtechnischer Bericht gefragt war, können wir im Schattenbericht durchaus

Schutz vor Waffengewalt

Diesem Rundbrief liegt ein Unterschriftenbogen samt Einzahlungsschein der Initiative «Schutz vor Waffengewalt» bei. Bitte sammelt Unterschriften, macht eure Organisationen auf die Initiative aufmerksam und – nicht zuletzt – unterstützt sie finanziell. Die Annahme und Umsetzung dieser Initiative können für Frauen lebensrettend sein!

Erster nationaler Sammeltag am **Samstag, 13.10. 2007**.

Für das Propagieren dieser Initiative stützen wir uns auf die Beijing platform for action: *Strategic objective E.2. Reduce excessive military expenditures and control the availability of armaments*, Actions to be taken 143 by Governments;

www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/armed.htm

Wahlen 21. Oktober: Frauen – wählt Frauen!

Die Männernetze funktionieren sehr gut: Männer werden von Männern *und Frauen* gewählt, viele Frauen «nur» von Frauen. Es ist wichtig, dass wir solidarisch sind mit den Kandidatinnen.

politische Anliegen einbringen und den Finger auf die Punkte setzen, die unserer Ansicht nach wichtig sind.

Wir danken schon jetzt allen, die mithelfen, einen guten Schattenbericht zu schreiben und weitere mögliche Autorinnen für diese Arbeit zu gewinnen.

Im Übrigen wird das Zusatzprotokoll zur CEDAW, für dessen Ratifikation sich die NGO-Koordination post Beijing einsetzt, zur Zeit in der nationalrätlichen Kommission behandelt.

Protection armes

A l'intérieure de cette circulaire vous trouvez un formulaire de signatures et un bulletin de versement pour l'initiative «Protection armes». Prière de récolter des signatures, de sensibiliser vos organisations et de verser une contribution financière. Acceptation et réalisation de cette initiative peuvent sauver la vie des femmes!

La première journée nationale de récolte de signatures a été agendée au **samedi 13 octobre 2007**.

Elections 21 octobre: Femmes – votez pour les femmes!

Les réseaux des hommes fonctionnent très bien: les hommes sont élus par les hommes et *par les femmes*, beaucoup de femmes sont élues «uniquement» par les femmes. Il est important d'être solidaires avec les candidates!

Impressum

Redaktionsteam: Rosemarie Balimann, Vivian Fankhauser-Feitknecht, Marie-Christine Fontana

Druck: Schnarwiler Druck AG, Hitzkirch

Auflage: 500 Stück

Ausführung:

NGO-Koordination post Beijing, Margrit Kuhn, Bahnhofweg 10, 5610 Wohlen, Tel. 022 548 18 26, info@postbeijing.ch, www.postbeijing.ch

Für Spenden: Raiffeisen, 3011 Bern, PC 30-507790-7 CH66 8148 8000 0041 4930 2, NGO-Koordination, 5610 Wohlen

P.P. CH - 5610
Wohlen

501059678

B-ECONOMY

